

CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

XXX

Représentée par XXX, XXX, dûment habilité aux fins des présentes.

ET

3F SUD, Société Anonyme d'HLM dont le siège social est situé 72 avenue de Toulon 13006 MARSEILLE, au capital social de 112.844.490 €, immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 415 750 868.

Représentée par Jean-Pierre SAUTAREL, Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes.

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain des Fleurs de Grasse, la ville de Grasse et la Société 3F Sud souhaitent constituer un groupement de commande afin d'optimiser les ressources et les compétences disponibles en une maîtrise d'œuvre de qualité.

Au regard de la complémentarité de leurs objectifs respectifs, les deux parties conviennent de constituer un groupement de commande pour la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre urbaine de maîtrise d'œuvre de travaux d'infrastructures et de concertation publique et, le cas échéant, de tout autre marché qui nécessiterait la mise en commun de prestations utiles aux deux parties :

- Le choix d'avoir un seul et même urbaniste (dit MOE Urbain) qui encadre le projet d'aménagement et son contexte, avec une vision globale pour assurer une vraie cohérence du projet porté par 3F Sud avec le quartier. Qui puisse également être sollicité en conseil sur les opérations connexes, et sur les opérations (reconstruction de l'école, évolution des boulevards, intégration du BHNS)
- Disposer d'un même maître d'œuvre sur les espaces publics en interface direct, et ainsi optimiser les difficultés liées aux interfaces de projet, et dans une économie d'échelle, de coût et de temps. Sachant que ce MOE devra déjà être coordonné avec le projet de BHNS, voire d'autres projets privés portés dans le voisinage.
- Réaliser la concertation publique réglementaire, assurée par la Ville de Grasse, ainsi que le dispositif de consultation des locataires des Fleurs de Grasse, assurée par la société 3F sud, via un prestataire commun permettant de mieux coordonner les informations liées à l'opération d'aménagement et de mutualiser les outils et supports de présentation dans un souci d'économie d'échelle.

ARTICLE 1ER : OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET NATURE DES BESOINS

Accusé de réception en préfecture
096 210600698-20241105-2024-196-DE
Date de télétransmission : 06/11/2024
Date de réception préfecture : 06/11/2024

Conformément aux dispositions des articles L2113-6 et suivants du Code de la Commande Publique, le groupement est constitué en vue de la conclusion de marchés de maîtrise d'œuvre urbaine, de maîtrise d'œuvre de travaux d'infrastructures et de concertation publique et, le cas échéant, de tout autre marché qui nécessiterait la mise en commun de prestations utiles aux deux parties pour la réalisation du projet de renouvellement urbain des Fleurs de Grasse.

Le groupement résultant de la présente convention a un caractère ponctuel, limité au besoin défini par la passation et l'exécution du/des marché(s) cité(s) ci-dessus.

ARTICLE 2 : COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le coordonnateur du groupement est 3F SUD, représentée par son Directeur Général.

ARTICLE 3 : REPARTITION DES ROLES ENTRE LE COORDONNATEUR ET LES AUTRES MEMBRES DU GROUPEMENT

Il incombe au coordonnateur désigné à l'article 2 de la présente convention de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer, notifier les marchés au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :

- Définition et recensement des besoins, alimenté par les autres membres du groupement,
- Proposition d'un choix de procédure,
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE)
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- Réception des candidatures et des offres,
- Proposition d'une analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,
- Conduite, si pertinent, des négociations ;
- Convocation et organisation de la CAO le cas échéant, et rédaction des procès-verbaux,
- Proposition d'une analyse des offres et négociations, le cas échéant, en partenariat avec les membres,
- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),
- Mise au point des marchés,
- Recueillir la validation des membres du groupement du dossier finalisé
- Rédaction et publication de l'avis d'attribution le cas échéant.

Par ailleurs, le coordonnateur gèrera un éventuel contentieux lié à la procédure de passation des marchés pour le compte des membres du groupement. Il les informera et les consultera sur sa démarche et son évolution.

A l'issue de l'attribution, sauf prestations communes aux deux entités mises en oeuvre par le coordonnateur, il appartient à chaque membre du groupement d'assurer pour ce qui le concerne l'exécution du marché.

Des marchés subséquents, et bons de commandes, pourront être passés par l'un ou l'autre des membres du groupement, ou passés conjointement.

Si un membre souhaite passer un marché relatif à un besoin qui lui est propre, il précise son besoin au coordonnateur, qui vérifie que ledit marché entre dans le cadre d'exécution de l'accord cadre.

Si les deux membres souhaitent passer une commande conjointe, et après accord des parties sur une répartition financière de l'exécution de la commande, le coordonnateur engage la passation du marché subséquent ou bon de commande pour le compte des membres.

Dans le cas de marchés subséquents propres à l'un ou l'autre des membres du groupement, celui-ci en assurera l'exécution et procédera :

1. A la signature de son (ses) marché(s) avec le(s) prestataire(s) retenu(s) ;
2. A la notification de son (ses) marché(s) ;
3. A la réalisation des obligations réglementaires le concernant respectivement (le cas échéant : dépôt au contrôle de légalité, etc.) ;
4. Au déclenchement des marchés subséquents ou des commandes de prestations, en fonction de ses besoins propres ;
5. Au suivi technique (avancement, bonne réalisation et réception des travaux, remise des livrables...) et administratif (facturation, suivi des LRAR...) des prestations sur son propre patrimoine ;
6. Au règlement des factures correspondantes, conformément à ses procédures propres ;
7. A l'information auprès du coordonnateur, de la manière dont les prestations sont exécutées sur le terrain par le(s) entreprise(s) titulaire(s) du marché.

Dans le cas d'un marché subséquent commun aux deux membres du groupement, le marché subséquent sera conclu par le coordonnateur pour le compte du groupement.

Celui-ci procédera :

1. A la signature du marché avec le(s) prestataire(s) retenu(s) ;
2. A la notification du marché ;
3. A la réalisation des obligations réglementaires le concernant. La Ville procédera au dépôt au contrôle de légalité, et autres obligations qui lui est propre.
4. Au déclenchement du marché subséquent et des commandes de prestations, en fonction des besoins convenus entre les membres ;
5. Au suivi technique (avancement, bonne réalisation et réception des travaux, remise des livrables...) et administratif (suivi facturation, suivi des LRAR...) des prestations sur son propre patrimoine.
6. Au reporting de la manière dont les prestations sont exécutées sur le terrain par le(s) entreprise(s) titulaire(s) du marché.

Ces engagements ont pour objectif d'encadrer la gestion de la conformité légale en vigueur au sein de chaque entité.

Le coordonnateur s'engage à :

- intégrer les besoins et demandes de la commune,
- associer la commune tout au long de la procédure et de l'exécution du marché notamment en assurant la circulation de l'information par tous moyens,
- informer la commune de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution des marchés et en assurer le suivi
- exécuter les marchés au plus près de l'intérêt des parties.

Les membres du groupement sont solidairement responsables des opérations relatives à la procédure de passation du marché en groupement qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Pour les opérations relatives à l'exécution du marché dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte, chaque membre est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention.

Chacun conserve donc vis-à-vis des tiers son rôle respectif de commanditaire (par exemple, bons de commande permettant l'exécution du marché), de maître d'ouvrage (dans l'exécution des prestations), et de propriétaire de patrimoine.

Chaque membre du groupement est soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les études et les décisions dont il aura connaissance à l'occasion de la présente convention et durant la passation du marché.

Chaque partie au marché est tenue de respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle aura accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice si le litige ne concerne que sa prestation.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, de tenir le coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

ARTICLE 4 : PROCEDURE DE PASSATION DES MARCHES – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La procédure de passation des marchés sera proposée par le coordonnateur sur la base des éléments fournis lors de la définition des besoins.

La proposition d'attribution du marché en groupement est prise par l'instance du coordonnateur conformément aux dispositions de composition et d'attribution régies par le règlement intérieur de la commission d'appel d'offres en vigueur.

Les membres du groupement présents lors de cette instance recevront, en amont, les résultats de l'analyse des offres.

Le procès-verbal est transmis au Directeur Général, son délégué ou à défaut au représentant légal du coordonnateur pour signature dans les formes et délais prévus par le code de la commande publique pour sa propre entité. Il est ensuite transmis aux membres du Groupement.

Ce PV est archivé par le coordonnateur et mis à disposition des membres du groupement.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation des marchés
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans les délais impartis
- Respecter les clauses des marchés signés au nom du groupement.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, les acheteurs, membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution des obligations leur incombant pour les missions menées conjointement et dans leur intégralité au nom et pour le compte des autres membres, donc dans le cadre des missions menées par le coordonnateur.

Les membres du groupement sont seuls responsables des obligations qui leur incombent pour les missions non confiées au coordonnateur.

ARTICLE 7 : ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée de 10 ans, sauf avenant de prolongation.

ARTICLE 8 : MODALITES FINANCIERES D'EXECUTION DES MARCHES

Les modalités financières d'exécution des marchés consistent en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances...) et le règlement des factures.

Chaque membre du groupement est chargé de cette exécution financière pour la part des prestations le concernant (à l'exception des marchés de maîtrise d'œuvre pour lesquels le coordonnateur assurera l'exécution financière mais en sollicitera le remboursement au prorata auprès des membres du groupement).

ARTICLE 9 : MODALITES FINANCIERES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS

La mission exercée par 3F SUD en tant que coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération.

En revanche, les frais de publicité légale (AAPC, avis d'attribution...) seront répartis à charge égale entre tous les membres du groupement concernés par la procédure. Le coordinateur les acquitte puis en sollicite le remboursement auprès des membres.

ARTICLE 10 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

L'adhésion à la présente convention doit faire l'objet d'une approbation par le comité de pilotage.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 11 : RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le cas échéant, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

ARTICLE 12 : CAPACITE A AGIR EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures de passation dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

A compter de l'exécution, en cas de litige le concernant le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 13 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal judiciaire de Marseille.